

## **Corpus de texte**

### **Opinion sous influence(s) ?**

1. Lisez le corpus de texte fourni. Pour organiser le travail, vous pouvez répartir la lecture des 6 articles, ce qui permet de garder un temps de discussion et d'échange au sein du groupe.
1. Votre groupe doit réagir sur chacune des affirmations ci-dessous en utilisant les informations données par le corpus de texte. Vous pouvez aussi vous inspirer de vos expériences personnelles.
2. Notez vos réponses sur une feuille.

Affirmations sur les facteurs d'influence du vote :

- ✓ *La grande majorité des gens votent comme leurs parents.*
- ✓ *Ce sont majoritairement les riches / classes supérieures qui votent à droite et les pauvres / classes populaires qui votent à gauche.*
- ✓ *L'âge et le sexe sont déterminants sur les choix de vote.*
- ✓ *L'aspect physique, le caractère, la personnalité des candidat.e.s influencent le choix des votant.e.s.*

Y'a-t-il d'autres facteurs abordés par les documents, qui influencent les choix de votes ?

## Le vote de classe n'a pas disparu, il est devenu invisible

*La vague Macron a-t-elle mis d'accord cadres supérieurs et ouvriers ? Au-delà de cette idée managériale, le vote de classe traditionnel a plutôt laissé la place à un vote plus difficile à prévoir mais où les différences sociales pèsent encore fortement.*

L'une des grandes questions soulevées par les élections de 2017 est de savoir si le vote de classe existe encore ou non. Le débat est en effet ouvert par le brouillage apparent des cartes que La République en marche (LREM) a provoqué dans le paysage politique français. [...]

Il est vrai que le vote de classe ne fonctionne plus comme dans les années 60 ou 70 lorsqu'il désignait l'adéquation entre un choix politique et l'appartenance à un groupe socioprofessionnel bien identifié par l'histoire : les ouvriers votaient pour la gauche [...], alors que les bourgeois diplômés votaient pour une droite plus ou moins libérale [...].

[Aujourd'hui], les électeurs sont devenus plus mobiles [...] recherchant le compromis politique [...]. Le vote de classe a laissé place à un vote « privatif », plus difficile à prévoir, où se combinent les effets de l'âge, c'est-à-dire de la génération, du niveau de patrimoine et de la religion, tout comme les enjeux liés à chaque élection. [...]

Il existe donc effectivement un désalignement électoral des groupes socioprofessionnels mais les différences sociales pèsent encore. [...] Le niveau de patrimoine, par exemple, est un bon prédicteur de vote en faveur de la droite parlementaire ou en faveur de LREM. C'est ainsi que les électeurs se situant sur le quartile supérieur d'un indice de patrimoine ont voté Emmanuel Macron à hauteur de 30 %. [...] Il est donc faux de prétendre que les listes LREM aux législatives ont attiré indifféremment tous les électeurs quel que soit leur profil social. En intentions de vote pour le premier tour, les membres des catégories populaires choisissaient les candidats de LREM à concurrence de 26 % contre 36 % des membres des catégories supérieures.

[...] Le vote de classe a changé de statut car il est devenu un résultat de choix individualisés agrégés sans que ceux-ci créent un sens collectif. En ce sens, le vote de classe est devenu invisible, ce qui ne le rend pas moins puissant.

Source : Luc Rouban, directeur de recherche au CNRS, Cevipof, Sciences-Po, 15 juin 2017, disponible sur: <http://www.liberation.fr>

## Leçons d'introduction à la science politique

Le comportement électoral des femmes a longtemps été plus conservateur [et] moins participationniste que [celui des] hommes. Mais à partir des années 1980, ces différences s'atténuent. Elles étaient l'expression non d'une variable fondamentale de genre mais d'une situation économique et sociale propre aux femmes, [...] longtemps caractérisées [par] une forte pratique religieuse, un repli sur le domestique et la famille, un plus faible taux d'activité : autant de [facteurs] qui, dans le modèle sociologique, prédisposaient au vote à droite. [...]

Comme le sexe, l'âge est une « fausse variable » du comportement électoral. C'est une variable complexe qui renvoie à un moment de la vie, à une situation sociale (non actif, étudiant, retraité...), à l'appartenance à une génération marquée par tel ou tel évènement fondateur (mai 1968, le mouvement de 1995, le 21 avril 2002...). « La jeunesse n'est qu'un mot », écrit l'historien Georges Duby. Elle ne renvoie pas aux mêmes réalités sociales selon les périodes et les espaces géographiques. On peut dire aujourd'hui que [les jeunes ont] tendance à amplifier les changements électoraux. Ils sont moins structurés par leurs aînés par le clivage gauche/droite et donc plus volatils. Les personnes âgées, pour des raisons qui ne tiennent pas à la biologie, votent aujourd'hui de manière assez marquée à droite. Le vieillissement de la population tend à favoriser la droite pour des raisons complexes et multiples où se combinent l'effet patrimoine, la plus forte pratique du catholicisme chez les personnes âgées liée à un phénomène générationnel, la sensibilité plus grande au phénomène de « l'insécurité » et une moindre tendance au libéralisme culturel. [...] Ce qui compte en somme, c'est « l'âge social ».

Source : Rémi Lefebvre, professeur de sciences politiques à l'université de Lille 2 et chercheur au Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales (CERAPS), 2010, Ellipses p.144

## Peut-on encore expliquer les préférences électorales à partir des appartenances de classe ?

Deux jeunes politologues suisses, Daniel Oesch et Line Rennwald ont publié ensemble une étude sur ce qu'ils appellent la « tripartition » de l'espace politique, de plus en plus évidente dans les résultats électoraux des démocraties européennes. Depuis une trentaine d'années, observent-ils, l'opposition droite/gauche, qui a structuré le champ politique durant des siècles, doit faire de la place à de nouveaux acteurs (...).

Face à ces nouveaux venus sur la scène politique européenne, les politologues n'ont cessé de se demander : quels sont les facteurs explicatifs à privilégier pour tenter d'expliquer ce phénomène ? Les intérêts socio-économiques, ou bien les valeurs culturelles ? Le partage des richesses produites, ou bien les identités et les modes de vie ? Majoritairement, les études produites sur le sujet ont privilégié les seconds : le vote populiste a pris cette tournure xénophobe, parce qu'il constituerait la réaction de personnes qui ont le sentiment de ne plus habiter le pays où elles sont nées (...).

Nos politologues suisses répondent à contrario : le vote de classe n'a nullement disparu. La preuve : il y a des « chasses gardées sociologiques ». Les travailleurs sociaux, les professions culturelles, les enseignants et de manière générale, les fonctionnaires votent à gauche. Comme les professions de santé. Les professions indépendantes, les cadres du privé, les patrons sont fidèles aux partis de droite. La droite radicale, afin de se constituer sa propre clientèle, a ciblé à la fois certains anciens bastions électoraux de la gauche (en particulier, les ouvriers), mais aussi certaines clientèles traditionnelles de la droite (les artisans et petits patrons).

Mais Tristan Guerra, qui signe la recension de l'étude de nos deux politologues suisses n'a pas tort de faire remarquer que nous assistons, à l'émergence d'une quatrième force. Elle ne se reconnaît ni dans la gauche, ni dans la droite, encore moins dans le populisme : Emmanuel Macron a permis à sa République en Marche de conquérir la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale. En Espagne, Albert Rivera a fait de Ciudadanos, également progressiste, européen et libéral, la troisième force du pays (...). Jusqu'à présent, ce courant nouveau n'a pas inspiré beaucoup les politologues...

Si la lutte des classes n'a pas disparu, quel rôle joue-t-elle dans les surprises électorales de ces dernières années ?

Source : France Culture, « Le tour du monde des idées » par Brice Couturier, podcast du 9 mai 2018.

## Présidentielle : "Dans la majorité des cas, on vote dans la continuité de ses parents"

*Anne Muxel, chercheuse et réalisatrice du documentaire "Famille, dispute et politique" a analysé pour France Info les influences familiales sur le vote des Français.*

"Les choix politiques, comme les convictions religieuses, sont parmi les choses qui se transmettent le mieux au sein de la famille", a affirmé Anne Muxel, directrice de recherche au CEVIPOF et réalisatrice du documentaire Famille, dispute, et politique (2012), sur franceinfo. "Dans la majorité des cas, on s'inscrit dans la continuité de ses parents", a-t-elle assuré.

France Info : Famille et politique sont-elles très liées ?

Anne Muxel : On parle politique en famille plus que dans tout autre sorte de lieu, le travail ou les échanges avec ses amis. C'est en famille qu'on fait cette expérience démocratique, qu'on échange à propos de ses opinions ou de ses choix, qu'on se décide aussi lorsqu'on ne sait pas pour qui on va voter. La famille reste un lieu de formation. Les choix politiques, comme les convictions religieuses, sont parmi les choses qui se transmettent le mieux au sein de la famille.

France Info : Les jeunes votent-ils comme leurs parents ?

A.M. : On dit souvent que le vote se fait par opposition à ses parents, mais c'est une idée fautive. Ce qui se passe est plutôt de l'ordre de la continuité et de la reproduction. La rupture, être de gauche dans une famille de droite ou l'inverse, c'est peut-être 15% de la population. Dans la majorité des cas, on s'inscrit dans la continuité de ses parents. Mais ça ne veut pas dire qu'on va voter de la même façon au sein de la gauche ou au sein de la droite, et ça va générer des discussions. (...)

Source : France Info – Radio France, 15 avril 2017

Les “variables lourdes” en sociologie électorale (extrait)

Nonna Mayer et Daniel Boy

**A. Campbell, P. Converse, W. Miller et D. Stokes, *The American Voter*, New York, Wiley and Sons, 196 (...)**

Ce déterminisme social est sévèrement critiqué par les chercheurs du Survey Research Center de l'Université du Michigan qui font l'hypothèse d'un second modèle « psychopolitique ». Pour eux, le vote est d'abord un acte politique, commandé par la perception qu'ont les électeurs des principaux objets politiques (...) La variable-clé du vote à leurs yeux est « l'identification partisane », attachement affectif et durable de l'électeur à un des deux grands partis qui structurent la vie politique américaine. Elle fonctionne comme un écran perceptif, filtrant la vision du monde des électeurs. Plus ils s'identifient à un parti, plus ils sont favorables aux candidats et aux positions qu'il soutient. La majorité des électeurs apparaît peu informée et peu intéressée par les questions politiques, incapable d'une réflexion abstraite et idéologique. Mais ils ont comme points de repère leurs lunettes partisans : « Comme l'acheteur d'une automobile qui n'y connaît rien aux voitures sinon qu'il préfère une marque donnée, l'électeur qui sait seulement qu'il est démocrate ou républicain réagit directement à son allégeance (partisane). » Celle-ci, généralement forgée dès l'enfance et transmise par les parents, renforcée par le milieu social et professionnel, confère une grande stabilité aux choix électoraux. La mobilité est un phénomène marginal, qui caractérise surtout les électeurs les moins instruits, les moins intégrés socialement et politiquement.

**V. O. Key Jr, *The Responsible Electorate*, Cambridge, Harvard University Press, 1966, et N. H. Nie, (...)**

Ces deux modèles à leur tour vont être remis en cause et concurrencés par un troisième, celui de « l'électeur rationnel ». Dans les années soixante, V.O. Key déjà critiquait la notion d'un électorat passif, prisonnier de la « camisole de force » des déterminants sociaux ou psychologiques, et soulignait sa capacité à porter un jugement, positif ou négatif, sur les sortants. Mais la critique la plus décisive est portée par les auteurs de *The Changing American Voter*. Ils estiment que ces modèles sont dépassés et que l'électeur américain a changé. Les identités partisans sont en crise. La proportion des « indépendants », qui ne se reconnaissent dans aucun parti, est passée de 23 % en 1964 à 40 % en 1974, et même chez ceux qui déclarent encore une identité partisane, elle commande de moins en moins souvent leur vote. Comparés aux électeurs des années Eisenhower, ils manifestent plus d'intérêt aux enjeux de l'élection et la proportion d'« idéologues » tels que les définissait l'équipe de Michigan a doublé. Et ils ont plus souvent tendance à choisir les candidats selon leurs positions sur ces mêmes enjeux plutôt que sur des critères partisans, d'où le concept de « vote sur enjeux ».

## Extrait de “L'énigme du vote”

Quels sont les ultimes éléments susceptibles de faire pencher le choix des indécis du côté de tel ou tel candidat ? L'« image » d'un candidat, son sourire, l'une de ses phrases peuvent suivre l'électeur jusque dans le bureau de vote et jouer un rôle décisif. Mais « *il faut rester prudent vis-à-vis de l'hypothèse d'un électeur dont la décision finale pourrait être influencée ou modifiée par des éléments ultimes d'information* », préviennent Anne Muxel et Bruno Cautrès. Des expériences montrent que la plupart des électeurs votent conformément aux prédispositions politiques qu'ils avaient avant même qu'ils connaissent les candidats.

Reste la part d'imaginaire, de pulsions et d'émotions primaires qui peuvent s'immiscer, en dernière instance, dans l'isoloir. Cette dimension est plus difficile à saisir. P. Braud est l'un des rares politistes français à s'y intéresser. Il distingue plusieurs types de profils. Certains, note-t-il, sont « *mus par la recherche d'une tranquillité intérieure* » et finissent par donner leur voix à un candidat familier et rassurant, même si, peu convaincus, ils ont tergiversé jusqu'au dernier moment. D'autres au contraire « *verront dans le geste électoral le moyen de libérer une agressivité nourrie de frustrations accumulées, d'origine sociale, professionnelle ou même privée* » : ceux-là se réfugieront dans le vote-sanction. Une partie encore, sans considération de programme, s'attachera à une personnalité dont elle attend qu'elle le dépasse, le valorise et le grandisse. C'est ce que l'on appelle le mécanisme de « remise de soi » : dans un mouvement presque pieux, on remet sa destinée entre les mains de quelqu'un que l'on juge plus grand que soi..., au risque de quelques désillusions ultérieures. D'autres enfin s'en référeront à l'ultime sondage pour faire un choix « utile ». En espérant que les sondeurs ne se seront pas trompés...

Source : Héroïse Lhérété, dans Revue Sciences Humaines n°236, avril 2012

## Les questions sexuelles comme enjeu électoral municipal à Bordeaux. Une campagne décalée par rapport aux logiques nationales ?

*Les élections de 2014 ont été marquées par les manifestations contre le droit au « mariage pour tous » et par l'application de la parité dans la désignation des conseillers communautaires. Comment ces « questions sexuelles » ont-elles influencé l'offre électorale ?*

### **Comment, à l'occasion de ces élections, les entreprises politiques de conquête et de conservation du pouvoir municipal se saisissent-elles des questions sexuelles ?**

Comme cela apparaît ci-dessus, la présentation des femmes en politique contribue également à une production du genre masculin en politique. Ainsi, et plus largement, le leader socialiste investit une paternité (il se met en scène pour les photographes de la presse régionale jouant au football avec son fils ou l'accompagnant l'école) constituant tout à la fois un exemple d'égalitarisme conjugal (il souligne son investissement dans l'éducation de ses enfants) et un outil de distinction générationnel vis-à-vis d'un Alain Juppé plusieurs fois grand-père.

### **L'investissement électoral de la question des femmes ou l'art de (se faire) doubler par la droite**

De manière inattendue, l'analyse de la campagne municipale bordelaise de 2014 montre que la liste menée par Alain Juppé investit plus fortement la question des femmes. La différence de construction de cette thématique de campagne n'est pas que quantitative mais aussi qualitative ; alors que la liste menée par le maire de Bordeaux privilégie un cadrage complémentariste des questions féminines, celle de Vincent Feltesse tente de promouvoir une approche plus égalitariste, malgré des difficultés à jouer d'un registre pro-féministe.

Le retrait de la liste socialiste sur cette question est tout à fait paradoxal. En effet, Vincent Feltesse est peu à peu parvenu à se construire une image d'homme soutenant la cause féministe. En tant que jeune maire d'une commune de l'agglomération bordelaise, il s'est notamment investi dans la promotion d'une politique municipale d'égalité des sexes (création d'un observatoire de la parité, mise en place de formations pour lutter contre les stéréotypes, etc...).

Reste que, parmi les thèmes de campagne portés par l'équipe de Vincent Feltesse, l'égalité des sexes tend à disparaître. Cela est d'abord dû à l'association de cette question à celle de la lutte contre les discriminations en général ; il s'agit là d'un processus similaire à celui observé en 2008 à Paris. En outre, et dans le cas bordelais, l'effacement – relatif – de la thématique de l'égalité des sexes de la campagne socialiste découle des contradictions possibles entre les positions politiques de son leader et certaines de ses actions passées.

## **La question homosexuelle : une réappropriation locale des clivages nationaux**

Il n'y a pas que le registre de la féminité qui fasse l'objet d'une mise en scène politique. Celui de la masculinité également, ce qui s'observe particulièrement avec la présentation d'hommes incarnant des masculinités définies par leur positionnement par rapport à la question homosexuelle.

Le candidat dont l'homosexualité et l'engagement pour la cause homosexuelle sont les plus visibles est Matthieu Rouveyre, colistier de Vincent Feltesse. Reconnu tout à la fois comme homosexuel, militant de la cause gay et élu socialiste, c'est un dirigeant historique de la Lesbian & Gay Pride (LGP) de Bordeaux. Si certains membres de la liste d'Alain Juppé ne font pas mystère de leur homosexualité et/ou de leur engagement pour la cause homosexuelle, ces propriétés restent plus discrètes et ne sont pas forcément publicisées par la liste elle-même. Reste que leur présence n'est pas non plus le fruit du hasard.

Source : Clément Arambourou & Fanny Bugnon & Marion Paoletti - *Métropolitiques*, 7 janvier 2015.